

FICHE DE POSTE

Intitulé de l'emploi :

Préfigurateur(rice) et Responsable de la plateforme interrégionale de la main-d'œuvre étrangère de Tulle

Catégorie statutaire / Corps

Attaché(e) principal(e) ou Attaché(e) d'administration/Directeur(rice) adjoint du travail ou inspecteur(rice) du travail

Groupe RIFSEEP

1

Domaine(s) fonctionnel(s)

Administration générale / Relation et service à l'utilisateur

Emploi(s) type / Code(s) fiche de l'emploi-type

Cadre administration générale – FP2ADM01

Chargée/chargé de relation et de service à l'utilisateur – FP2USA01

☐

EFR-CAIOM

☐

EFR-Permanent

☐

CAIOM-Tremplin

☐

Emploi-fonctionnel de la filière technique, sociale ou SIC

☐

Poste substitué

Le poste est-il ouvert aux contractuels ? Oui ☐ Non ☒

Sur le fondement de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984, cocher le ou les article(s) sur le(s)quel(s) s'appuie le recrutement sur contrat :

<input type="checkbox"/> 1° de l'article 4	<input type="checkbox"/> Article 6 bis	<input type="checkbox"/> Article 6 sexies
<input type="checkbox"/> 2° de l'article 4	<input type="checkbox"/> Article 6 quater	<input type="checkbox"/> Article 7 bis
<input type="checkbox"/> Article 6	<input type="checkbox"/> Article 6 quinquies	

Localisation administrative et géographique / Affectation

Plateforme interrégionale de la main-d'œuvre étrangère de Tulle sise 10 Avenue Raymond Poincaré

Vos activités principales

Le/la responsable de plateforme assure un rôle d'impulsion, d'encadrement et de coordination des équipes, dans un contexte de réforme de l'organisation territoriale de l'Etat en matière de délivrance des autorisations de travail pour la main d'œuvre étrangère.

En qualité de préfigurateur, le responsable de la plateforme pilote – sous l'autorité et avec l'appui des services centraux du ministère de l'intérieur (DGEF/DRH/DMAT) et du ministère du travail (DGEFP/SG/DRH/DGT) - les différents chantiers nécessaires à la mise en place de la nouvelle structure (constitution des équipes et modalités de travail, installation et organisation logistique, formation métiers)

Il sera associé aux conditions de mise en œuvre de la réforme de l'immigration professionnelle (conception et déploiement du système d'information relatif aux demandes d'autorisation de travail dématérialisées, conception de supports métiers dans un cadre juridique rénové, organisation des campagnes de mobilité, préparation des conventions de délégation de gestion, plan de formation des équipes)

Il est l'interlocuteur local, sous l'autorité du secrétaire général de la préfecture de la Corrèze.

Il/Elle assure dans le cadre du fonctionnement normalisé du service, en lien avec son adjoint, les missions suivantes :

- Encadrement d'une équipe d'environ 20 personnes
- Animation et pilotage de l'activité : définition des objectifs, analyse des indicateurs d'activité, conseils et appui aux équipes en charge de l'instruction des dossiers.
- Interface avec la direction générale des étrangers en France dans le cadre du pilotage national de l'activité
- Interface locale avec la préfecture (moyens et fonctionnement de la plateforme)
- Contact avec les services séjours des préfectures et/ou les consulats
- Contact si besoin avec les services d'inspection du travail et les organismes du secteur public de l'emploi
- Information/conseil aux entreprises et/ou acteurs de l'emploi sur le ressort du territoire en charge

Spécificités du poste / Contraintes / Sujétions

- Conduite du changement : service nouvellement constitué dans le cadre du transfert des services de main d'œuvre étrangère du ministère du travail au sein du ministère de l'intérieur.
- Poste à forte dimension managériale
- Du fait de la nature des missions et du contexte : disponibilité, réactivité, esprit d'initiative

Vos compétences principales mises en œuvre		
Connaissances techniques	Savoir-faire	Savoir-être
Connaissance de l'environnement professionnel Niveau expert / requis (environnement administratif, institutionnel et politique)	Sens de l'organisation Niveau expert / requis	Sens des relations humaines Niveau expert/ requis
Pilotage de la performance et conduite du changement Niveau maîtrise / requis	Animer un réseau Niveau maîtrise / requis	Capacité d'adaptation Niveau maîtrise/ requis
Qualités managériales Niveau expert / requis	Savoir communiquer Niveau maîtrise / requis	Accompagnement et soutien des collaborateurs
Avoir des compétences juridiques Niveau maîtrise / requis (droit du travail, droit des étrangers, droit administratif général)	Savoir analyser et rédiger Niveau maîtrise / requis	
Connaissance de la relation usager/accueil Niveau maîtrise / requis	Sens de l'innovation Niveau maîtrise / requis	
Avoir des connaissances en informatique Niveau maîtrise / requis (nouvelles procédures dématérialisées)		
Autres : Une expérience au sein d'un service de main d'œuvre étrangère ou en matière d'immigration professionnelle est un critère recherché mais ne constitue pas un prérequis.		

Votre environnement professionnel

• Activités du service

Les plateformes interrégionales de la main d'œuvre étrangère sont de nouvelles structures, issues du transfert à compter du 1^{er} avril 2021 des services de main-d'œuvre étrangère (SMOE) du ministère du travail au sein du ministère de l'intérieur.

Elles participent à la mise en œuvre de la réforme de l'immigration professionnelle souhaitée par le Gouvernement et annoncée à l'issue du comité interministériel sur l'immigration et l'intégration du 6 novembre 2019. La réforme s'articule autour d'une simplification du cadre juridique, de la mise en place d'une nouvelle organisation territoriale et d'une dématérialisation des demandes.

Les plateformes exercent leurs compétences au profit des préfets de départements qui leur sont rattachés et avec lesquels une convention de délégation de gestion est signée.

Dans ce cadre, les équipes de plateformes ont en charge l'activité jusqu'ici dévolue aux SMOE :

1. Instruction des demandes (désormais dématérialisées) d'autorisation de travail (AT)
L'instruction porte sur les critères simplifiés de l'AT : situation de l'emploi (OSE), conditions de rémunération, respect par l'entreprise de ses obligations légales.
Le périmètre des demandes couvre les demandes pour le recrutement d'un ressortissant étranger hors de France (introduction pour demande de visa), les demandes pour le recrutement d'un ressortissant étranger déjà présent en France (pour un titre de séjour en préfecture). La demande est effectuée par l'entreprise qui effectue le recrutement dans la perspective d'un contrat en CDI (titre salarié), d'un CDD (titre travailleur temporaire), d'un emploi saisonnier (titre saisonnier), ou au profit d'un étudiant souhaitant travailler au-delà du quota d'heures autorisées par son titre de séjour étudiant, un demandeur d'asile disposant d'une attestation de demande d'asile de plus de 6 mois.
Une plateforme dédiée assurera la prise en charge des demandes d'autorisation de travail des travailleurs saisonniers et le pilotage de l'activité de ce secteur ainsi que la mise en œuvre des accords internationaux en la matière.
2. Instruction des demandes d'AT sollicitées par les préfectures dans le cadre des dossiers d'admission exceptionnelle au séjour et des demandes de visas sur les conventions de stage
3. Relations avec les services de l'inspection du travail des départements pris en charge par la plateforme (demandes de précision sur certains dossiers, signalements ...)
4. Réponse aux sollicitations de l'inspection du travail
5. Contrôle à posteriori sur certains dossiers (ex consultation DSN sur les conditions effectives des recrutements pour lesquels une AT a été délivrée). Plan de contrôle interne.

6. Pilotage de l'activité (suivi des demandes, des délais d'instruction ...)
7. Gestion des dossiers de contentieux
8. Relations avec les acteurs de l'emploi

Composition et effectifs du service

La plateforme interrégionale de main d'œuvre étrangère est composée de 20 ETP qui de manière indicative se répartiront de la façon suivante :

- . 2 cadres A (le/la responsable et son adjoint(e)) qui assurent le pilotage de l'activité, les relations avec la préfecture, le ministère et les partenaires
- . 3 à 4 cadres B qui assurent l'encadrement de proximité (suivi de l'activité des instructeurs, validation de certains dossiers, conseils métiers ...)
- . 14 collaborateurs de catégorie C en charge de l'instruction des demandes d'autorisation de travail

- **Liaisons hiérarchiques**

Secrétaire général de la préfecture de la Corrèze.

- **Liaisons fonctionnelles**

DGEF/Direction de l'immigration/Sous-direction du séjour et du travail - Ministère de l'intérieur
Services des étrangers des préfectures
Services consulaires
Office Français de l'immigration et de l'intégration
Services de l'Inspection du travail des départements du ressort de la plateforme
Acteurs du service public de l'emploi (pôle emploi , APEC, ...)

Durée attendue sur le poste : 3 ans

Vos perspectives :

- Evolution dans les services centraux ou déconcentrés du ministère de l'intérieur en particulier sur des fonctions similaires d'encadrement
- Valorisation des fonctions sur une évolution avec des responsabilités supérieures.

Liste des pièces requises pour déposer une candidature :

Voir le formulaire unique de demande de mobilité/recrutement disponible sur MOB-MI ou la PEP

Qui contacter ?

- Matthieu DOLIGEZ, secrétaire général de la préfecture, matthieu.doligez@correze.gouv.fr, 05.55.20.55.02
- Julien VIALON, directeur du SGC, julien.viallon@correze.gouv.fr, 05.87.01.90. 35

Date limite de dépôt des candidatures :

Date de mise à jour de la fiche de poste (15/01/2021)